

Cadre juridique

Le présent arrêté fait suite à la réglementation suivante :

- la loi du 2 avril 2021 portant des mesures de soutien temporaires en raison de la pandémie du COVID-19 ;
- l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 octobre 2018 établissant les diverses qualités de l'enfant bénéficiaire et relatif aux exemptions des conditions d'octroi pour les allocations familiales, les montants initiaux naissance et adoption et les allocations de participation universelles ;
- l'arrêté du Gouvernement flamand du 30 avril 2020 fixant les mesures à prendre à la suite de la propagation du coronavirus (COVID-19), en ce qui concerne les allocations dans le cadre de la politique familiale ;
- l'arrêté du Gouvernement flamand du 18 décembre 2020 fixant les mesures relatives aux contrats de travail pour étudiants à la suite de la propagation du coronavirus (COVID-19), en ce qui concerne les allocations dans le cadre de la politique familiale.

Initiateur

Le présent arrêté est proposé par le ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique, de la Famille et de la Lutte contre la Pauvreté.

Après délibération,

LE GOUVERNEMENT FLAMAND ARRÊTE :

Article 1^{er}. Pour l'application de la norme horaire de 475 heures dans le cadre de contrats de travail pour étudiants visée à l'article 14, § 2, alinéa premier, 1^o, l'article 29, § 1, alinéa 1, 1^o et l'article 41, alinéa 1, 1^o, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 5 octobre 2018 établissant les diverses qualités de l'enfant bénéficiaire et relatif aux exemptions des conditions d'octroi pour les allocations familiales, les montants initiaux naissance et adoption et les allocations de participation universelles, il n'est pas tenu compte, dans le secteur des soins et dans l'enseignement, des prestations effectuées sous le contrat de travail précité pendant la période du 1^{er} octobre 2020 au 30 juin 2021 inclus.

Dans l'alinéa premier, on entend par secteur des soins : le secteur des soins visé au titre 5, chapitre 3, de la loi du 20 décembre 2020 portant des mesures de soutien temporaires en raison de la pandémie du COVID-19.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1 avril 2021.

Art. 3. Le ministre flamand compétent pour le grandir est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 mai 2021.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
J. JAMBON

Le Ministre flamand du Bien-Être, de la Santé publique, de la Famille et de la Lutte contre la Pauvreté,
W. BEKE

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP**MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE**

[C – 2021/42089]

3 JUIN 2021. — Décret relatif à la planification de l'offre médicale en Communauté française

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1^o Administration : la direction générale chargée de l'enseignement supérieur au sein du Ministère de la Communauté française;

2^o Chambre : suivant le cas, la chambre des médecins généralistes et spécialistes ou la chambre des dentistes généralistes et spécialistes visée à l'article 4;

3^o Commission : la Commission consultative de planification de l'offre médicale visée à l'article 3;

4^o Loi : la loi coordonnée du 10 mai 2015 relative à l'exercice des professions des soins de santé;

5^o Titres professionnels particuliers : les titres visés par l'arrêté royal du 25 novembre 1991 établissant la liste des titres professionnels particuliers réservés aux praticiens de l'art médical, en ce compris l'art dentaire.

L'emploi dans le présent décret des noms masculins pour les différents titres et fonctions est épicène en vue d'assurer la lisibilité du texte, notwithstanding les dispositions du décret du 21 juin 1993 relatif à la féminisation des noms de métier.

CHAPITRE II. — Planification de l'offre médicale

Art. 2. Le Gouvernement peut fixer le nombre minimum et maximum de candidats à une formation menant à un titre visé à l'article 1^{er}, 5^o, sur avis de la Commission.

Art. 3. Une Commission consultative de planification de l'offre médicale est instituée en Communauté française.

La Commission a pour mission de rendre des avis sur :

1^o l'évaluation des besoins en matière d'offre médicale pour les praticiens de l'art médical y compris les dentistes. Pour assurer sa mission, la Commission tient compte, notamment, de l'évolution des besoins en soins médicaux, de la qualité des prestations de soins, de l'évolution démographique des professions concernées, des données épidémiologiques de la population, ainsi que de la répartition géographique par région ou sous-région de ces besoins. Elle tient également compte des données statistiques et des projections produites par la Commission de planification de l'offre médicale fédérale prévue aux articles 91 et 92 de la loi, et par les administrations des entités fédérées;

2° le nombre minimum et maximum de candidats à une formation menant à un titre professionnel particulier.

Dans le cadre de la mission visée à l'alinéa 2, 2°, la Commission rend au moins un avis par an au Gouvernement.

La Commission peut transmettre, aussi souvent qu'elle l'estime utile et en tout cas annuellement, un rapport à la Commission de planification de l'offre médicale fédérale reprenant les conclusions de ses analyses sur l'état des lieux des besoins en Communauté française.

CHAPITRE III. — *Composition et fonctionnement de la Commission*

Art. 4. § 1^{er}. La Commission se compose d'une chambre des médecins généralistes et spécialistes, d'une part, et d'une chambre des dentistes généralistes et spécialistes, d'autre part.

§ 2. La chambre des médecins généralistes et spécialistes est composée de :

1° avec voix délibérative :

a) un représentant proposé par l'Académie royale de Médecine de Belgique qui assure la présidence de la Commission;

b) les doyens ou leurs représentants des Facultés de médecine des universités organisées ou subventionnées par la Communauté française proposant un cycle complet d'études de master en médecine, proposés par leur université respective;

c) six représentants proposés par le Collège de Médecine générale dans le respect de l'équilibre de ses composantes scientifiques, académiques et professionnelles. Parmi ces représentants, au moins deux représentent des organisations ayant leur siège social et actives en Région de Bruxelles-Capitale, dont une au moins agréée par la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale, et au moins deux représentent des organisations ayant leur siège social et actives en Région wallonne;

d) trois médecins spécialistes proposés par les associations professionnelles représentatives au sens de l'arrêté royal du 28 octobre 2016 fixant les critères pour que les associations professionnelles soient désignées comme représentatives en exécution de l'article 68/3, § 3, de la loi relative à l'exercice des professions des soins de santé, coordonnée le 10 mai 2015;

e) un représentant de l'hôpital académique de chaque université organisée ou subventionnée par la Communauté française et proposé par cet hôpital;

f) quatre représentants des hôpitaux non académiques proposés par les fédérations hospitalières. Parmi ces représentants :

- deux représentent les hôpitaux de droit public;
- deux représentent les hôpitaux de droit privé;
- au moins un représente un hôpital situé en Région de Bruxelles-Capitale;
- au moins deux représentent un hôpital situé en Région wallonne;

g) un représentant proposé par la LUSS - Fédération francophone des associations de patients et de proches et Porte-parole des usagers des services de santé;

h) un représentant proposé par le Collège Intermutualiste national;

2° avec voix consultative :

a) un représentant du Ministre du Gouvernement wallon en charge de la Santé;

b) un représentant du Ministre francophone en charge de la Santé au sein de la Commission communautaire commune;

c) un représentant du Ministre du Gouvernement de la Communauté française en charge de l'Enseignement supérieur;

d) un représentant du Ministre du Gouvernement de la Communauté française en charge de la Santé;

e) un représentant du Ministre du Gouvernement de la Communauté française en charge des Hôpitaux universitaires;

f) un représentant du Ministre du Gouvernement de la Communauté française en charge du contingentement et de l'agrément des professions des soins de santé;

g) un médecin spécialiste du Conseil supérieur des médecins spécialistes et des médecins généralistes proposé par ce dernier;

h) un représentant proposé par l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;

i) un représentant de la cellule de planification des professions des soins de santé du Service public fédéral de la Santé publique;

j) le Directeur général de la Direction générale des Soins de Santé du Service public fédéral de la Santé publique;

k) le Président de la Commission fédérale de planification de l'offre médicale ou son représentant;

l) un représentant du Conseil fédéral de l'Art infirmier;

m) un représentant du Conseil fédéral des sages-femmes;

n) un représentant du Conseil fédéral des professions paramédicales;

o) un représentant du Conseil fédéral des pharmaciens;

p) un représentant du Conseil fédéral de la kinésithérapie;

q) un représentant du Conseil fédéral des professions des soins de santé mentale;

r) un représentant du Conseil fédéral de l'Art dentaire.

§ 3. La chambre des dentistes généralistes et spécialistes est composée de :

1° avec voix délibérative :

a) un représentant proposé par l'Académie royale de Médecine de Belgique et qui assure la présidence de la Commission;

b) les doyens ou leurs représentants des Facultés de médecine des universités organisées ou subventionnées par la Communauté française proposant un cycle complet d'études de master en sciences dentaires, proposés par leur université respective;

c) deux dentistes généralistes proposés par les associations professionnelles représentatives au sens de l'article 5/1 de l'arrêté royal du 10 novembre 1996 fixant les modalités de l'agrément des praticiens de l'art dentaire titulaires d'un titre professionnel particulier;

d) deux dentistes spécialistes proposés par les associations professionnelles représentatives au sens de l'article 5/1 de l'arrêté royal du 10 novembre 1996 précité;

e) un représentant de l'hôpital académique de chaque université organisée ou subventionnée par la Communauté française, proposé par cet hôpital;

f) quatre représentants des hôpitaux non académiques proposés par les fédérations hospitalières. Parmi ces représentants :

- deux représentent les hôpitaux de droit public;

- deux représentent les hôpitaux de droit privé;

- au moins un représente un hôpital situé en Région de Bruxelles-Capitale;

- au moins deux représentent un hôpital situé en Région wallonne;

g) un représentant proposé par la LUSS - Fédération francophone des associations de patients et de proches et Porte-parole des usagers des services de santé;

h) un représentant proposé par le Collège Intermutualiste national;

2° avec voix consultative :

a) un représentant du Ministre du Gouvernement wallon en charge de la Santé;

b) un représentant du Ministre francophone en charge de la Santé au sein de la Commission communautaire commune;

c) un représentant du Ministre du Gouvernement de la Communauté française en charge de l'Enseignement supérieur;

d) un représentant du Ministre du Gouvernement de la Communauté française en charge de la Santé;

e) un représentant du Ministre du Gouvernement de la Communauté française en charge des Hôpitaux universitaires;

f) un représentant du Ministre du Gouvernement de la Communauté française en charge du contingentement et de l'agrément des professions des soins de santé;

g) un représentant proposé par l'Institut national d'assurance maladie-invalidité;

h) un représentant de la Cellule de planification des professions de soins de santé du Service public fédéral de la Santé publique;

i) le Directeur général de la Direction générale des Soins de Santé du Service public fédéral de la Santé publique;

j) le Président de la Commission fédérale de planification de l'offre médicale ou son représentant;

k) un représentant du Conseil fédéral de l'Art infirmier;

l) un représentant du Conseil fédéral des professions paramédicales;

m) un représentant du Conseil fédéral des pharmaciens;

n) un représentant du Conseil fédéral de l'Art dentaire;

o) un représentant du Conseil supérieur des médecins généralistes et spécialistes.

§ 4. Le secrétariat de la Commission et des chambres est assuré par l'Administration.

Art. 5. Pour chaque membre effectif nommé, un membre suppléant de la même catégorie est également nommé.

Les membres effectifs et suppléants sont nommés par le Gouvernement pour une durée de quatre ans, renouvelable.

La Commission dispose d'un Président et d'un Vice-président. Le Vice-président est élu par la Commission et assure la suppléance du Président.

La Commission peut, dans le cadre de ses missions, se faire assister d'experts, désignés sous sa responsabilité.

Les membres de la Commission et les experts invités bénéficient d'un jeton de présence et d'un remboursement des frais de parcours, selon les conditions et les modalités fixées par le Gouvernement.

La Commission arrête son règlement d'ordre intérieur et le soumet pour approbation au Gouvernement.

Art. 6. La Commission transmet chaque année au Parlement un rapport d'activités.

Les avis de la Commission sont publiés par le Gouvernement sur le Site Internet du Ministère de la Communauté française sans délai après leur adoption.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 3 juin 2021.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—————
Note

Session 2020-2021

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 231-1. – Amendement(s) en commission, n°231-2 - Rapport de
commission, n°231-3 - Texte adopté en commission, n° 231-4 – Texte adopté en séance plénière, n°231-5

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 2 juin 2021.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2021/42089]

3 JUNI 2021. — Decreet betreffende de planning van het medisch aanbod in de Franse Gemeenschap

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° Administratie : de algemene directie belast met het hoger onderwijs binnen het ministerie van de Franse Gemeenschap;

2° Kamer : naargelang het geval, de kamer voor huisartsen en artsen-specialisten of de kamer voor algemeen tandartsen en tandartsen-specialisten bedoeld in artikel 4;

3° Commissie : de Adviescommissie voor de planning van het medisch aanbod bedoeld in artikel 3;

4° Wet : de gecoördineerde wet van 10 mei 2015 betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen;

5° Bijzondere beroepstitels : de titels bedoeld in het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de lijst van bijzondere beroepstitels voorbehouden aan de beoefenaars van de geneeskunde, met inbegrip van de tandheelkunde.

Het gebruik in dit besluit van mannelijke namen voor de verschillende titels en ambten is gemeenschaptig met het oog op de leesbaarheid van de tekst, onverminderd de bepalingen van het decreet van 21 juni 1993 betreffende de vervrouwelijking van de namen van de beroepen, ambten, rangen of titels.

HOOFDSTUK II. — *Planning van het medisch aanbod*

Art. 2. De Regering kan, op advies van de Commissie, het minimum- en het maximaantal kandidaten voor een opleiding die leidt tot een titel bedoeld in artikel 1, 5°, vaststellen.

Art. 3. Er wordt een Adviescommissie voor de planning van het medisch aanbod ingesteld bij de Franse Gemeenschap.

De Commissie heeft als opdracht adviezen uit te brengen over :

1° de evaluatie van de behoeften aan medisch aanbod voor beoefenaars van de geneeskunde, met inbegrip van tandartsen. Bij de uitvoering van haar opdracht houdt de Commissie in het bijzonder rekening met de ontwikkeling van de behoeften aan geneeskundige verzorging, de kwaliteit van de geneeskundige verstrekkingen, de demografische evolutie van de betrokken beroepen, de epidemiologische gegevens van de bevolking en de geografische verdeling per regio of subregio van deze behoeften. Ze houdt ook rekening met de statistische gegevens en prognoses die zijn opgesteld door de Federale Commissie voor de Planning van het medisch aanbod bedoeld in de artikelen 91 en 92 van de wet, en door de administraties van de deelstaten.

2° het minimum- en maximaantal kandidaten voor een opleiding die tot een bijzondere beroepstitel leidt.

In het kader van de opdracht bedoeld in het tweede lid, 2°, brengt de Commissie ten minste één advies per jaar uit aan de Regering.

De Commissie kan, zo vaak als zij nuttig acht en in ieder geval jaarlijks, een verslag naar de Federale Commissie voor de planning van het medisch aanbod sturen met de conclusies van haar analyses over de inventaris van de behoeften in de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK III. — *Samenstelling en werking van de Commissie*

Art. 4. § 1. De Commissie is samengesteld uit een raad voor huisartsen en artsen-specialisten, enerzijds, en uit een raad voor algemeen tandartsen en tandartsen-specialisten, anderzijds.

§ 2. De kamer voor huisartsen en artsen-specialisten is samengesteld uit :

1° als stemgerechtigd lid :

a) een vertegenwoordiger, voorgedragen door de « Académie royale de Médecine de Belgique » die het voorzitterschap van de Commissie waarneemt;

b) de dekens of hun vertegenwoordigers van de Geneeskundefaculteiten van de universiteiten georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap die een volledige studiecycclus van master in geneeskunde voorstellen, voorgedragen door hun respectieve universiteit;

c) zes vertegenwoordigers, voorgedragen door het « Collège de Médecine générale » (College voor Algemeen geneeskunde) met inachtneming van het evenwicht van zijn wetenschappelijke, academische en professionele componenten. Van deze vertegenwoordigers vertegenwoordigen ten minste twee organisaties met maatschappelijke zetel en actief in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, waarvan er ten minste één is die goedgekeurd is door de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en vertegenwoordigen ten minste twee organisaties met maatschappelijke zetel en actief in het Waals Gewest;

d) drie artsen-specialisten, voorgedragen door representatieve beroepsverenigingen in de zin van het koninklijk besluit van 28 oktober 2016 tot vaststelling van de criteria voor beroepsverenigingen om als representatief te worden aangewezen in uitvoering van artikel 68/3, § 3, van de wet betreffende de uitoefening van de gezondheidszorgberoepen, gecoördineerd op 10 mei 2015;

e) één vertegenwoordiger van het academisch ziekenhuis van elke universiteit georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en voorgedragen door dit ziekenhuis;

f) vier vertegenwoordigers van niet-academische ziekenhuizen, voorgedragen door de ziekenhuisfederaties. Van deze vertegenwoordigers :

- vertegenwoordigen twee de publiekrechtelijke ziekenhuizen;

- vertegenwoordigen twee de privérechtelijke ziekenhuizen;

- vertegenwoordigt ten minste één een ziekenhuis gevestigd in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

- vertegenwoordigen ten minste twee een ziekenhuis gevestigd in het Waals Gewest;

g) een vertegenwoordiger, voorgedragen door de LUSS - Fédération francophone des associations de patients et de proches et Porte-parole des usagers des services de santé;

h) een vertegenwoordiger, voorgedragen door het Nationaal Intermutualistisch College;

2° als lid met raadgevende stem :

a) een vertegenwoordiger van de Minister van de Waalse regering belast met gezondheid;

b) een vertegenwoordiger van de Franstalige minister van Gezondheid binnen de Franse Gemeenschapscommissie;

c) een vertegenwoordiger van de Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap belast met hoger onderwijs;

d) een vertegenwoordiger van de Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap belast met gezondheid;

e) een vertegenwoordiger van de Minister van de Franse Gemeenschap belast met de universitaire ziekenhuizen;

f) een vertegenwoordiger van de Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap belast met de contingentering en de erkenning van gezondheidszorgberoepen,

g) een geneesheer-specialist van de Hoge Raad van geneesheren-specialisten en van huisartsen, voorgedragen door deze laatste;

h) een vertegenwoordiger voorgedragen door het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;

i) een vertegenwoordiger van de Cel planning gezondheidszorgberoepen van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid;

j) de Directeur-generaal van de geneeskundige verzorging van de Federale overheidsdienst Volksgezondheid;

k) de Voorzitter van de Federale Commissie voor de planning van het medisch aanbod of zijn vertegenwoordiger;

l) een vertegenwoordiger van de Federale Raad voor Verpleegkunde;

m) een vertegenwoordiger van de Federale Raad voor de Vroedvrouwen;

n) een vertegenwoordiger van de Federale Raad voor paramedische beroepen;

o) een vertegenwoordiger van de Federale Raad voor Apothekers;

p) een vertegenwoordiger van de Federale Raad voor de Kinesitherapie;

q) een vertegenwoordiger van de Federale Raad voor de geestelijke gezondheidszorgberoepen;

r) een vertegenwoordiger van de Federale Raad voor Tandheelkunde.

§ 3. De kamer voor algemeen tandartsen en tandartsen-specialisten is samengesteld als volgt :

1° als stemgerechtigd lid :

a) een vertegenwoordiger, voorgedragen door de « Académie royale de Médecine de Belgique » en die het voorzitterschap van de Commissie waarneemt;

b) de dekens of hun vertegenwoordigers van de Geneeskundefaculteiten van de universiteiten georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap die een volledige studiecycclus van master in tandheelkunde voorstellen, voorgedragen door hun respectieve universiteit;

c) twee algemeen tandartsen, voorgedragen door de representatieve beroepsverenigingen in de zin van artikel 5/1 van het koninklijk besluit van 10 november 1996 tot vaststelling van de erkenningsmodaliteiten van de beoefenaars van de tandheelkunde, houders van een bijzondere beroepstitel;

d) twee tandartsen-specialisten, voorgedragen door de representatieve beroepsverenigingen in de zin van artikel 5/1 van het bovenvermelde koninklijk besluit van 10 november 1996;

e) een vertegenwoordiger van het academisch ziekenhuis van elke universiteit georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en voorgedragen door dit ziekenhuis;

f) vier vertegenwoordigers van niet-academische ziekenhuizen, voorgedragen door de ziekenhuisfederaties. Van deze vertegenwoordigers :

- vertegenwoordigen twee de publiekrechtelijke ziekenhuizen ;

- vertegenwoordigen twee de privérechtelijke ziekenhuizen;

- vertegenwoordigt ten minste één een ziekenhuis gevestigd in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

- vertegenwoordigen ten minste twee een ziekenhuis gevestigd in het Waals Gewest;

g) een vertegenwoordiger, voorgedragen door de LUSS - Fédération francophone des associations de patients et de proches et Porte-parole des usagers des services de santé;

h) een vertegenwoordiger, voorgedragen door het Nationaal Intermutualistisch College;

2° als lid met een raadgevende stem :

a) een vertegenwoordiger van de Minister van de Waalse regering belast met gezondheid;

b) een vertegenwoordiger van de Franstalige minister van Gezondheid binnen de Franse Gemeenschapscommissie;

c) een vertegenwoordiger van de Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap belast met hoger onderwijs;

d) een vertegenwoordiger van de Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap belast met gezondheid;

e) een vertegenwoordiger van de Minister van de Franse Gemeenschap belast met de universitaire ziekenhuizen;

f) een vertegenwoordiger van de Minister van de Regering van de Franse Gemeenschap belast met de contingentering en de erkenning van gezondheidszorgberoepen;

g) een vertegenwoordiger voorgedragen door het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;

h) een vertegenwoordiger van de Cel planning gezondheidszorgberoepen van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid ;

i) de Directeur-generaal van de Algemene Directie geneeskundige verzorging van de Federale Overheidsdienst Volksgezondheid;

j) de Voorzitter van de Federale Commissie voor de planning van het medisch aanbod of zijn vertegenwoordiger;

k) een vertegenwoordiger van de Federale Raad voor Verpleegkunde;

l) een vertegenwoordiger van de Federale Raad voor paramedische beroepen;

m) een vertegenwoordiger van de Federale Raad voor Apothekers;

n) een vertegenwoordiger van de Federale Raad voor Tandheelkunde;

o) een vertegenwoordiger van de Hoge Raad van geneesheren-specialisten en van huisartsen.

§ 4. Het secretariaat van de Commissie en van de Kamers wordt door de Administratie waargenomen.

Art. 5. Voor elk benoemd werkend lid wordt een plaatsvervangend lid van dezelfde categorie ook benoemd.

De werkende en plaatsvervangende leden worden door de Regering benoemd voor een hernieuwbare periode van vier jaar.

De Commissie heeft een voorzitter en een vicevoorzitter. De vicevoorzitter wordt door de Commissie gekozen en treedt op als plaatsvervanger van de voorzitter

De Commissie kan, in het kader van haar opdrachten, zich laten bijstaan door deskundigen die onder haar verantwoordelijkheid aangesteld zijn.

De leden van de Commissie en de uitgenodigde deskundigen genieten presentiegelden en de terugbetaling van de reiskosten, onder de door de regering vastgestelde voorwaarden en nadere regels.

De Commissie stelt haar huishoudelijk reglement vast en legt dit ter goedkeuring voor aan de regering.

Art. 6. De Commissie stuurt het Parlement elk jaar een activiteitenverslag. De adviezen van de Commissie worden na goedkeuring door de regering onverwijld bekendgemaakt op de website van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 3 juni 2021.

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen en het toezicht op
« Wallonie-Bruxelles Enseignement »,

F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,

V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

Zitting 2020-2021

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 231-1. – Commissieamendement(en), nr. 231-2-
Commissieverslag, nr. 231-3 - Tekst aangenomen tijdens de commissie, nr. 231-4 – Tekst aangenomen tijdens de plenaire
vergadering, nr. 231-5.

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. – Vergadering van 2 juni 2021.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2021/42092]

3 JUIN 2021. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2020 portant exécution des articles 1.5.2-14 et suivants du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire relatifs au dispositif d'ajustement et au protocole de collaboration

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, articles 1.5.2-15, alinéas 2 et 3, et 1.5.2-17, § 1^{er}, alinéas 1, 3 et 5, et § 3, alinéas 1^{er} et 3;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel des établissements d'enseignement fondamental ordinaire, article 7, § 2, alinéa 3, et § 2/1;

Vu le décret du 11 juillet 2002 relatif à la formation en cours de carrière dans l'enseignement spécialisé, l'enseignement secondaire ordinaire et les centres psycho-médico-sociaux et à la création d'un institut de la formation en cours de carrière, article 8, § 2, alinéa 3, et § 2/1;

Vu le décret du 16 novembre 2007 relatif au programme prioritaire de travaux en faveur des bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental ordinaire et spécialisé, de l'enseignement secondaire ordinaire, spécialisé et de promotion sociale, de l'enseignement artistique à horaire réduit, des centres psycho-médico-sociaux ainsi que des internats de l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, organisés ou subventionnés par la Communauté française, article 7, § 1^{er}/1;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 26 juin 2019 définissant la méthodologie générale de l'audit en milieu scolaire en application des articles 4, § 1^{er}, alinéa 2, 5, § 1^{er}, alinéa 2, et 7, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 mai 2020 visant à préciser la notion de performance présentant un écart significatif en dessous de la moyenne des écoles comparées et à définir le processus d'identification des écoles concernées;

Vu le « Test genre » du 11 décembre 2020 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 février 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 mars 2021;

Vu le protocole de négociation du 11 mars 2021 avec le Comité de négociation entre le Gouvernement et Wallonie Bruxelles Enseignement et les fédérations de pouvoirs organisateurs visé à l'article 1.6.5-6 et suivants du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire;

Vu le protocole de négociation syndicale du 11 mars 2021 au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux, section II, et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 2 avril 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le décret du 10 janvier 2019 relatif au service général de l'Inspection, son article 4, § 1^{er}, alinéa 4;